

Invitation

Le 4 décembre 2015,

Préoccupés par l'érosion continue des services publics de proximité engagée depuis longtemps, nous décidons de résister et d'engager une action collective pour défendre et développer les services publics dans l'ensemble de notre département.

Nous constatons une marchandisation systématique (ONF, poste), la mise en concurrence (santé), fermeture pure et simple (trésoreries), le transfert de charges vers les collectivités territoriales : communes (poste, ONF), communautés de communes (EDF), département (internet), ou région (SNCF), des suppressions de postes (police, gendarmerie, école), baisse des moyens (justice), etc.

Les principes républicains de péréquation territoriale ou de solidarité sociale sont gravement compromis.

L'exemple de la téléphonie et de l'accès à internet est frappant. En effet, depuis la privatisation de France Télécom, cette entreprise devenue "Orange" a réalisé 100 milliards d'euros de profits alors que dans le même temps l'installation de la fibre optique sur l'ensemble du territoire chez tous les abonnés aurait coûté seulement 20 milliards. En Lozère, zone considérée non rentable pour les opérateurs, si les collectivités devaient se substituer aux entreprises de ce secteur libéralisé pour assurer l'investissement.....ainsi les usagers paieraient deux fois : en tant qu'abonnés mais aussi en tant que contribuables !!!!!

Nous ne nous résignons pas à la suprématie du « tout marchand » sur l'intérêt général.

Prises séparément, les problématiques respectives de chaque service public semblent inextricables voire quasi-insolubles.

En revanche la vue d'ensemble dessine une logique globale d'abandon ou de forte réduction du service public, et c'est cette politique qu'il faut contrecarrer.

Compte tenu de son déficit démographique, cette situation est très préjudiciable pour la Lozère. Une carence de services publics nuit gravement à l'attractivité économique et au maintien des populations.

Nous sommes résolus à enrayer cette spirale du déclin pour notre département. Il nous apparaît indispensable que les citoyens (Elus locaux, Syndicats des personnels, usagers) s'engagent dans le rétablissement de la démocratie et qu'ils oeuvrent ensemble pour le maintien et une refondation des services de proximité.

Vous êtes cordialement invité(e)
le samedi 23 janvier à partir de 10 H (repas tiré du sac)
à Mende (salle Jean Jaurès)

à une réunion d'échange
pour défendre et développer les services publics.

Premiers signataires :

Collectifs :

Collectif citoyen de défense de la gare de Villefort

Comité pluraliste ligne Béziers–Neussargues

Collectif de défense des services publics du bassin de vie de Meyrueis

Elus locaux : Jean-Charles Commandré (Maire de Meyrueis), Pierre Granat (maire de St Pierre des Tripiers), Denis Bertrand (conseiller départemental), André Baret (Maire de Hures la Parade), Gilles Vergély (conseiller municipal), Jean-François Collange (adjoint maire de Langogne) (*liste non close*)

Syndicats de personnels : Frédéric Fécé (SNU ONF), Guillaume Martin (CGT poste), Boris Guérin (SUD ONF), Martine Rouvier (justice), sud PTT, FSU 48, Thierry Turc, (CGT ONF), CGT 48 Santé, CGT agents territoriaux, CGT Hôpital St Alban, Retraités cheminots CGT, (*liste non close*)

Usagers : Freddy Arbus (Cheminot retraité), Sandrine Llados (artisan), Colette Robert, Jeanine Caysac, Paule Salles, Marie-José Combes, François de Bouville (responsable associatif), Vincent Lavoine (employé Hospitalier), Ginette Tavosanis, Olivier Ponsy , Christian Causse, Stéphanie Tritant, Edith Pinna, Jean-Louis Pinna, Brigitte Gineste, Jean-Pierre Gineste, Martine Bertrand, Monique Grolier, Franck Bernon, Maurice Ambec, (*liste non close*)